

# « Où en est le Débat National sur la transition Energétique ? »

Thierry Wahl

## Journée I-tésé du 4 juin 2013

Le Débat National sur la Transition Energétique (DNTE) aborde maintenant une nouvelle phase. L'essentiel des travaux des groupes de travail est en effet en cours de finalisation, et les débats proprement dits ont été déployés à une large échelle, apportant une moisson d'information, de questionnements et de propositions en cours d'analyse et de synthèse. Ces quelques lignes visent à établir un bref état des lieux, en partant de l'origine du DNTE et en ouvrant in fine sur ses perspectives.

### 1) Pourquoi le débat ?

Le DNTE a été lancé par le Président de la République lors de la conférence environnementale du 14 et 15 septembre 2012, à un moment où les enjeux et les choix à faire pour notre pays en matière d'énergie viennent à maturité, dans un contexte politique nouveau. Ceci d'autant plus que l'énergie est perçue comme fondamentale et nécessaire par les citoyens au quotidien. Elle leur procure des services pour satisfaire leurs besoins élémentaires : se nourrir, se loger, se chauffer, se déplacer. Les choix qui devront être fait doivent être discutés, pesés, évalués. C'est l'objet du débat aujourd'hui.

Quels sont les enjeux énergétiques qui se posent à la France aujourd'hui ?

- Le premier enjeu est la dépense que l'énergie représente pour les ménages, et donc son prix. Durant les vingt dernières années, la part de l'énergie dans les dépenses des ménages est demeurée stable en moyenne. Elle représente de l'ordre de 8% de cette dépense moyenne. Cependant l'écart type autour de cette moyenne augmente, ce qui reflète la montée des disparités en France. Ainsi, 3.8 millions de ménages, soit 8 millions de français, sont en situation de précarité énergétique aujourd'hui (leurs dépenses énergétiques représentent plus de 10% de leurs revenus).
- Le second enjeu est le prix de l'énergie pour les entreprises et ses conséquences sur leur compétitivité. Ces contraintes jouent d'abord sur les industries énergies-intensives qui sont exposées à la concurrence internationale. Un des enjeux fortement identifiés par le gouvernement est le redressement productif de la France et l'emploi associé. Le prix de l'énergie est une composante des choix à faire en ce domaine.
- Le troisième enjeu concerne la compétitivité de la nation dans son ensemble. Le solde négatif de la balance commerciale s'élève à environ 69 milliards d'euros l'année passée et est en quasi-totalité dû aux dépenses énergétiques du pays. Les dépenses d'achat d'énergies fossiles (pétrole ou gaz) sont constituées pour forte part de la rente que la France verse à l'extérieur et qu'elle devrait plutôt capter et utiliser à l'intérieur du pays.
- Le quatrième enjeu est industriel. Il concerne l'industrie nucléaire française. La majorité du parc de réacteurs a été construit entre 1977 et 1987 et nombre de réacteurs ont déjà atteint 30 ans de durée d'exploitation. Dès lors, les questions de renouvellement, de prolongation

d'exploitation des réacteurs ou de remplacement par d'autres voies se posent. Quels que soient les choix qui seront faits, l'inertie du secteur est importante et leur mise en œuvre devrait s'étendre sur 5, 10 ou même 15 ans. Il faut donc les anticiper et savoir prendre des décisions « sans tabous ». Tout doit être mis sur la table.

- Enfin, le cinquième enjeu est le changement climatique avec l'objectif d'atteindre le facteur 4 en 2050 (c'est-à-dire de réduire par 4 les émissions de gaz à effet de serre en 2050 par rapport au niveau de 1990), conformément à nos engagements.

Ces enjeux constituent les cinq raisons majeures du lancement d'un débat qui était devenu nécessaire. Il était important que ce débat soit le plus large possible, bien au-delà des seuls experts, et qu'il permette de donner la parole à des parties prenantes comme les ONG, les territoires, les régions, les citoyens.

## 2) Comment le débat se déroule-t-il ?

### La feuille de route du débat

La feuille de route du débat est composée de quatre questions centrales.

#### 1) La sobriété et l'efficacité énergétique : comment faire ?

Il nous faut agir sur les consommations d'énergie. Les secteurs du bâtiment et du transport représentent à eux seuls les deux tiers de la consommation finale d'énergie et émettent environ la moitié des gaz à effets de serre en France. Ils sont donc les secteurs prioritaires sur lesquels les actions de maîtrise de la demande doivent porter.

#### 2) Les énergies renouvelables : comment les développer ?

Les scénarios qui permettent d'approcher le facteur 4 en 2050 prennent tous en compte une part croissante d'énergies renouvelables dans le mix énergétique français. Développer les énergies renouvelables est fondamental pour la France. En particulier, la part de l'électricité dans la consommation finale d'énergie devra augmenter par rapport à la part actuelle pour atteindre ces objectifs, l'électricité étant un vecteur privilégié du déploiement de ces énergies « bas carbone » (rôle croissant de l'éolien et du solaire).

#### 3) Quel bouquet énergétique pour 2050 ?

L'objectif d'émissions de GES en 2050 est connu. Les enjeux principaux sont posés. C'est sur ces bases que des propositions sont en cours, au sein du DNTE, pour réussir la transition énergétique et proposer un bouquet énergétique optimal pour la France. De surcroît, les scénarios ne peuvent se contenter d'éclairer les temps longs : des points de passage intermédiaires sont (et doivent) être construits et débattus. En particulier, à l'horizon 2025, la part du nucléaire devra être réduite à 50% de l'électricité produite. Les années 2030 et 2040 représentent également des voies de passages intermédiaires pour lesquelles des objectifs devront être fixés.

#### 4) Comment financer la transition ?

Les coûts associés à l'énergie sont considérables. L'ordre de grandeur est le millier de milliards d'euros. Il s'agit ainsi d'investir l'équivalent d'un PIB sur une durée de 38 ans. La transition coûtera plus cher, en investissements, que le statu quo, mais d'une part elle se traduira par un gain net

financier pour la nation, d'autre part elle est aussi susceptible d'apporter de nouvelles opportunités pour développer notre industrie et nos services.

Les divers scénarios mis sur la table ont en effet été évalués au plan économique. Même s'il apparaît que les modèles devront être améliorés dans les années qui viennent, des éléments jugés assez fiables ont été collectés.

Ainsi, en additionnant aux dépenses -les investissements- les gains obtenus grâce à la réduction de la facture énergétique du pays, le gain final pour la nation -différence entre réduction de la facture énergétique extérieure et investissements nécessaires- s'avère positif : entre +¼ et +½ point de PIB annuel sur la période avec un retour sur investissement qui pourrait être atteint au bout de 15 ans.

Quels flux d'investissement seront nécessaires ? Comment assurer les financements ? Comment répartir les financements publics et privés ? Telles sont les questions auxquelles nous devons apporter des réponses... Des propositions sont en cours de formalisation et de synthèse, tant en retour des débats eux-mêmes, que comme produits des groupes de travail.

### **L'organisation du débat**

Le Conseil National du Débat est l'instance principale qui permet, tel un parlement, de faire dialoguer les acteurs. Il est composé de 112 personnes qui se réunissent une fois par mois depuis le mois de Novembre. Il est constitué de 7 collèges de représentants des employeurs, des syndicats de salariés, des organisations non gouvernementales environnementales, des associations de consommateurs, des associations familiales, des associations de lutte contre la pauvreté, des chambres consulaires, des associations d'élus locaux, des parlementaires, des représentants de l'Etat.

Le conseil a déjà livré sept premières restitutions sur les quatre questions posées et sur des questions de gouvernance (quels rôles assigner et à qui, au niveau national et local, pour organiser la transition), sur des questions de compétitivité industrielle et sur la question de la transition professionnelle. Pour ce faire, les groupes de travail du conseil se sont réunis 80 fois dans des réunions co-animées par les parties prenantes.

Le débat est aussi un débat territorial. Toutes les régions y sont impliquées. 800 évènements ont été labellisés dans le cadre du débat en France métropolitaine et d'outre-mer. Le 25 mai dernier, une journée citoyenne de démocratie participative a été organisée dans 11 régions de France métropolitaine et 3 départements d'Outre-Mer. Par ailleurs, 1100 contributions collectives et citoyennes ont été déposées.

### **L'analyse par scénarios, une approche au centre des questions du débat**

Tous les scénarios présentés pour la transition énergétique ont été réunis en 4 grandes familles par le groupe de travail dédié:

- Décarbonisation (augmentation très significative de la part de l'électricité, avec maintien de la part de l'énergie nucléaire dans la production d'électricité)
- Diversification (diversification des vecteurs énergétiques et fort partage entre efficacité et vecteurs décarbonés)
- Efficacité (efficacité privilégiée et part élevée pour le gaz, la chaleur et les EnR)
- Sobriété (réduction de la demande finale par deux d'ici 2050, diminution de la part du nucléaire, sortie du nucléaire, augmentation des énergies renouvelables)

Les scénarios privilégiés sont ceux qui satisfont aux objectifs énoncés plus haut, en particulier la diminution de la part du nucléaire et l'atteinte du facteur 4.

### **3) Quelles sont les prochaines étapes ?**

- Le 20 juin : réunion du conseil national du débat, poursuite des débats
- Le 8 juillet : séminaire du conseil national du débat avec les collectivités territoriales
- Le 18 juillet : dernière réunion du conseil national du débat
- Les conclusions du DNTE et les recommandations finales seront présentées pendant la conférence gouvernementale des 20 et 21 septembre 2013
- La loi de programmation afférente est attendue à l'automne 2013